



**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE FOURNITURES et DE PRESTATIONS
DE POSE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**OBJET DU MARCHE : Fourniture et pose d'une signalétique
extérieure durable (vitrophanies et enseignes) sur plusieurs sites et
bâtiments de l'Université de Perpignan Via Domitia (UPVD)**

Marché N°2025-36-UPVD-FT

La procédure de mise en concurrence et l'exécution du ou des marchés publics à attribuer sont soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP)

Le contrat est soumis au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

SOMMAIRE

Article 1er : Identification du marché

Article 2 : Identification du service acheteur gestionnaire du contrat

CHAPITRE 1er : GÉNÉRALITÉS

Article 3 : Obligations générales des parties

Article 4 : Pièces constitutives du marché

Article 5 : Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

Article 6 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Article 7 : Protection de l'environnement, sécurité et santé

Article 8 : Réparation des dommages

Article 9 : Assurance

CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT

Article 10 : Prix

Article 11 : Modalités de règlement

Article 12 : Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

CHAPITRE 3 : DELAIS

Article 13 : Délai d'exécution

Article 14 : Pénalités

Article 15 : primes

CHAPITRE 4 : EXECUTION

Article 16 : Développement durable

Article 17 : Lieux d'exécution

Article 18 : Matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire

Article 19 : Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Article 20 : Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Article 21 : Livraison

Article 22 : Surveillance en usine

Article 23 : Prestations supplémentaires ou modificatives

Article 24 : Suspension des prestations en cas de circonstances

Article 25 : Clause de reexamen

Article 26 : Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public

CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE - MAINTENANCE

Article 27 : Opérations de vérification

Article 28 : Déroulement des opérations de vérification

Article 29 : Décisions après vérification

Article 30 : Admission, ajournement, refaction et rejet

Article 31 : Transfert de propriété

Article 32 : Maintenance des prestations

Article 33 : Garantie

CHAPITRE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Article 34 : Définitions des résultats

Article 35 : Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Article 36 : Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Article 37 : Régime des résultats

CHAPITRE 7 : RESILIATION

Article 38 : Principes généraux

Article 39 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

Article 40 : Résiliation pour événements liés au marché

Article 41 : Résiliation pour faute du titulaire

Article 42 : Résiliation pour motif d'intérêt général

Article 43 : Décompte de résiliation

Article 44 : Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des prestations

Article 45 : Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

CHAPITRE 8 : DIFFÉRENDS

Article 46 : Règlement des différends entre les parties

CHAPITRE 9 : DIVERS

Article 47 : Dérogations aux documents généraux

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la **fourniture et la pose d'éléments de signalétique extérieure** à implanter **sur les différents sites de l'Université de Perpignan Via Domitia (UPVD)**, ainsi que la dépose de certains dispositifs existants lorsque cela est nécessaire. L'objectif est de mettre en avant la stratégie de marque de « l'UPVD », et d'instaurer dans l'esprit de tous une image de marque forte, à même de donner du sens à ses actions, de renforcer son attractivité, de fédérer et de fidéliser.

Il comprend donc le matériel (panneaux, mâts, et systèmes de fixation...) d'une part et d'autre part les prestations de livraisons, démontages, montages, travaux de pose, évacuations des déchets ...).

1.2 Forme du marché

Le présent marché est un marché non fractionné.

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU SERVICE ACHETEUR GESTIONNAIRE DU CONTRAT

2.1 Service gestionnaire du marché

Le marché est géré par le service suivant :

Direction opérationnelle :

Direction de la Communication

52 avenue paul Alduy

66 000 PERPIGNAN

Directeur de la communication :

benjamin.heraut@univ-perp.fr

Chargée de communication :

anne.delarue@univ-perp.fr

Direction administrative :

Direction adjointe Commande Publique et Achats Responsables (DACPAR) :

fabienne.charrier@univ-perp.fr; marchespublics@univ-perp.fr

tel 04 68 66 20 67

INTERVENANT

L'assistance à Maîtrise d'ouvrage est assurée par :

POLYMOBYL

Représentée par monsieur PASCAL Stéphane

Qualité : Dirigeant

Adresse : 1 allée du Crêt 69890 La Tour de Salvagny

Tél. : 04 78 19 46 10

Les missions confiées sont :

- Les études de diagnostic
- Les études d'avant-projet
- Les études de projet
- Assistance pour la passation du marché
- Réponses techniques en cas de questions posées sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics PLACE
- Analyse technique des offres
- Direction de l'exécution du marché de travaux de pose
- Assistance à la réception des travaux de pose

2.2 Correspondants administratifs en charge de la comptabilité du marché

L'ordonnateur du marché est Monsieur le Président de l'Université de Perpignan.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-59 à R.2191-62 du CCP est Monsieur le Directeur du service gestionnaire de ce marché.

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

3.1 Forme des notifications et informations

Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG.

Sauf dispositions spécifiques dans le présent document, les notifications et transmissions d'informations entre le titulaire et l'acheteur qui font courir un délai nécessitant la détermination d'une date et éventuellement d'une heure certaine sont effectuées par le biais du profil d'acheteur indiqué dans le règlement de la consultation ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale des parties mentionnée dans l'acte d'engagement ou à leur siège social.

3.2 Modalités de computations des délais d'exécution des prestations

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.2 du CCAG.

3.3 Représentation de l'acheteur

Cet article complète l'article 3.3 du CCAG.

Seules les personnes suivantes sont habilitées à engager la personne publique pour la conduite opérationnelle des prestations objet de ce marché :

Benjamin Héraut, directeur de la communication de l'UPVD

Anne Delarue, chargée de communication de l'UPVD

Courrier électronique : benjamin.heraut@univ-perp.fr; anne.delarue@univ-perp.fr

Les contrôles objet des articles 27 et suivants du présent document seront assurés par l'AMO de l'UPVD :

POLYMOBYL représentée par monsieur Stéphane PASCAL

Adresse :

1 allée du Crêt

69890 La Tour de Salvagny

Tél. : 04 78 19 46 10

En cours d'exécution du marché, le représentant de l'acheteur peut désigner par ordre de service d'autres personnes habilitées à le représenter.

3.4 Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

3.4.1 Identification des représentants du titulaire

Les représentants du titulaire sont désignés à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3.4.2 Obligation du titulaire d'informer le représentant de l'acheteur de tout changement de sa situation juridique et administrative

Cet article complète l'article 3.4.2 du CCAG.

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur tout changement affectant sa situation juridique et administrative, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera à l'acheteur tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...). Selon le type de de changement affectant le titulaire, la modification sera prise en compte dans le contrat par voie de modification de marché (au sens des articles R2194-1 à R2194-10 CCP) ou de certificat administratif.

3.5 Groupement d'opérateurs économiques

Cet article complète l'article 3.5 du CCAG.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, et en cas de défaillance du mandataire du groupement en cours d'exécution du marché, le nouveau mandataire désigné dans les conditions de l'article 3.5 du CCAG, ne se voit pas imposé une obligation de solidarité avec les autres cotraitants. Son rôle est limité à la représentation et à la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur.

3.6 Sous-traitance

3.6.1 Demande d'acceptation d'un sous-traitant

Cet article complète l'article 3.6 du CCAG.

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son marché dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement doit être accompagnée des documents suivants :

- un acte spécial,

- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics tel que prévu à l'article R2193-3 CCP,
- les justificatifs des capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

3.6.2 Notification de l'acte spécial par l'acheteur

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.2 du CCAG.

3.6.3 Communication du contrat de sous-traitance

Cet article complète l'article 3.6.3 du CCAG.

Le titulaire doit répondre, dans le délai fixé à l'article 3.6.3 du CCAG, à toute demande de communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuelles modifications de contrat, émise par l'acheteur. En cas de non respect de ces dispositions, il encourt la pénalité fixée à l'article 14 du CCAP.

3.6.4 Lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par la personne publique, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte, le titulaire s'assure, pendant la durée du marché, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier (le cas échéant) et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'acheteur et de toute autorité compétente. L'acheteur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par la personne publique, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures.

Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe l'Inspection du travail.

En cas de difficultés nées de l'application des dispositions ci-dessus, le maître de l'ouvrage attire l'attention du titulaire sur l'appréciation défavorable qu'il est susceptible de porter sur les garanties professionnelles de l'entreprise à l'occasion de consultations ultérieures.

3.7 Ordres de service

Cet article complète l'article 3.8 du CCAG.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle du marché se concrétisent, par des ordres de service signés, datés et numérotés.

Chaque ordre de service est notifié au titulaire selon la ou les modalités suivantes par le biais du profil acheteur. La date de réception de l'ordre de service s'entend selon les modalités de l'article 3.1.2 du CCAG.

L'absence d'observations émises par le titulaire dans les 2 jours suivant la réception d'un ordre de service vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG.

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Ordre de priorité

4.1.1 Documents contractuels (généraux et particuliers)

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'offre de base et ses annexes éventuelles dans l'ordre de priorité suivant :

NUMERO	NOM DE L'ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT
1	Mise au point du marché public
2	La ou les demande(s) de précisions sur la teneur de l'offre
4	Annexes relatives à la sous-traitance
5	Répartition technique et financière des prestations en cas de groupement conjoint

- Le présent cahier des clauses administratives particulières

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021

- la décomposition du prix global et forfaitaire par site

- le CCTP

-le cadre de mémoire technique et environnemental complété

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

-La Charte signalétique

- le calendrier d'installations complété par le titulaire

-les ordres de service

-Documents à caractère indicatif

- le calendrier d'installations complété par l'acheteur

4.2 Pièces à remettre au titulaire - Cession de créance

Cet article déroge à l'article 4.2 du CCAG FCS

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le maître d'ouvrage au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, du CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle. Le maître d'ouvrage remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, le certificat de cessibilité nécessaire à la cession du marché.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE - RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE

5.1 Obligation de confidentialité.

Cet article complète l'article 5.1 du CCAG.

Le titulaire et l'acheteur doivent respecter l'obligation de confidentialité qui leur est imposée par les dispositions de l'article 5.1 du CCAG et prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette obligation.

L'acheteur et le titulaire signalent les documents, informations, et éléments contractuels ou non communiqués à l'occasion du marché et soumis à l'obligation de confidentialité. Le signalement se fait par l'apposition de la mention « DOCUMENT CONFIDENTIEL AU SENS DE L'ARTICLE 5 DU CCAG DES MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES » sur le ou les documents ou éléments concernés.

5.2 Protection des données à caractère personnel

Cet article déroge à l'article 5.2 du CCAG.

Conformément à l'article 4 du RGPD, et pour les articles du présent marché, le sous-traitant est désigné ci-après « le titulaire du marché » ; le responsable de traitement est désigné ci-après « l'acheteur », c'est à dire la Métropole de Lyon et le sous-traitant de second rang est désigné ci-après « sous-traitant ».

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41.

5.5 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

5.5.1- Obligations générales

Conformément à la législation, le prestataire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le concessionnaire veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

5.5.2- Obligation d'information des usagers du service public

Le prestataire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

5.5.3- Modalités de contrôle du respect des obligations

L'acheteur pourra effectuer tout contrôle pour s'assurer de la mise en œuvre des obligations fixées au présent article. Il pourra à cette fin effectuer des contrôles sur place, au lieu d'exécution du service public, ou sur pièces.

Le prestataire communique à l'acheteur chaque contrat conclu avec un tiers qui aurait pour effet de le faire participer à l'exécution du service public, dès la signature de ce contrat.

Le prestataire informe l'acheteur dans un délai maximum de 48H des manquements qu'il a lui-même constaté ou dont il a eu connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre pour y remédier.

5.5.4- Pénalités

5.5.4.1- Dispositions générales

5.5.4.2 - Pénalité pour non-respect des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

En cas de non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité précisés à l'article 5.5 après le 1er manquement constaté et ayant fait l'objet d'une mise en demeure, l'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros par manquement constaté et par jour en cas de manquement répété.

ARTICLE 6 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

6.1 Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière légale ou réglementaires relatives au travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 41.1 du CCAG.

6.2 Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante :

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent.

6.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail) , s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément à l'article 41.1.a du CCAG, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent.

6.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,

s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;

- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

ARTICLE 7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Cet article complète l'article 7.1 et déroge à l'article 7.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage dans les conditions fixées à l'article 7.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ses obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification de l'ordre de service correspondant, sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations dans ces domaines l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 41.1.a du CCAG.

ARTICLE 8 : REPARATION DES DOMMAGES

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 8 du CCAG.

ARTICLE 9 : ASSURANCE

9.1 Étendue de l'obligation d'assurance

Cet article complète l'article 9.1 du CCAG.

En application de l'article 9, 18.3 et 31 du CCAG, le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants éventuels doivent contracter les assurances couvrant les risques liés à l'exécution des prestations.

Ils doivent maintenir les assurances demandées. A défaut leur responsabilité sera engagée.

Les attestations d'assurance doivent comporter les mentions suivantes :

- Les coordonnées du titulaire.
- La nature et les montants des dommages garantis.
- La période de validité.

9.2 Délai de remise des attestations d'assurance au représentant de l'acheteur

Cet article complète l'article 9.2 du CCAG.

9.2.1 Remise des attestations avant notification du marché

Les attestations (y compris celles des cotraitants éventuels) devront être communiquées avant notification du marché, dans le délai fixé au règlement de la consultation.

A défaut de communication des attestations d'assurance demandées, le marché ne sera pas notifié.

9.2.2 Remise des attestations pendant l'exécution du marché

Le cas échéant, la ou les attestations d'assurance visées à l'article 18.3 du CCAG doivent être communiquées au plus tard pour la date de mise à disposition au titulaire des matériels, objets et approvisionnements qui lui sont confiés, dans les conditions prévues à l'article 18.3 du CCAG.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les attestations d'assurance en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de transmission des attestations d'assurance dans le délai imparti, l'acheteur met le titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure.

Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure, il encourt une pénalité fixée à l'article 14 du CCAP.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 10 : PRIX

Cet article déroge à l'article 10 du CCAG.

10.1 Contenu du prix

Cet article déroge à l'article 10.1.4 du CCAG.

Les prix du marché comprennent toutes les sujétions découlant des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation concernée doit être réalisée.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

Le prix des prestations comprend la livraison ou l'échange des fournitures, des consommables ou des accessoires et du matériel garanti dans le délai figurant à l'article 5.1 GARANTIE du CCTP.

10.2 Variation des prix

Cet article complète l'article 10.2 du CCAG.

Les prix du marché sont fermes. Les prix du marché sont fermes et non actualisables pour toute la durée de celui-ci.

10.3 Prestations supplémentaires

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-2 à R.2194-4 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié par le Pouvoir adjudicateur, lorsque des prestations supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent marché.

10.4 Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, le Pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire la réalisation de prestations ponctuelles, par prix débattus et après acceptation par l'acheteur d'un devis fourni par le titulaire.

Ces prestations s'exécutent sur bons de commande, avec confirmation des délais de réalisation.

Ces prestations ponctuelles sont limitées à 15% du montant total du marché.

10.5 Paiement par phase au fur et à mesure de la réalisation des prestations par site :

Les prestations du titulaire vont s'exécuter selon un calendrier des installations complété par le titulaire dans le cadre de son offre.

Le paiement interviendra 30 jours au plus tard à compter du dépôt de la facture correspondant à la réalisation des prestations pour chaque site conformément au prix forfaitaire indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Avance

11.1.1 Dispositions générales

Une avance sera accordée et remboursée dans les conditions des articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 CCP.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire et ses éventuels sous-traitants ont droit au versement d'une avance, le versement de celle-ci sera conditionnée par la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie porte sur 100 % du montant de l'avance. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise (au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique) ou une entreprise relevant de l'économie sociale et solidaire (au sens de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire) le taux de l'avance indiqué au présent article est porté à 30 % et par dérogation aux mentions ci-dessus l'avance est versée sans constitution de garantie financière par le bénéficiaire.

11.1.2 Avance accordée au titulaire

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations exécutées par le titulaire.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement de l'avance par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

► Conditions d'obtention de l'avance

Une avance est versée au titulaire lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Ce montant s'entend comme le montant global et forfaitaire du marché (cas du marché à prix global et forfaitaire), ou le montant total estimatif du marché (cas du marché à prix unitaires), ou le total des montants forfaitaires (cas du marché à prix forfaitaires) ou le total du montant estimatif et des montants forfaitaires (cas du marché à prix mixtes).

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations exécutées par le titulaire.

► **Début du remboursement de l'avance** : conformément à l'article R2191-11 CCP, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde :

- Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant des prestations qui lui sont confiées au titre du marché; Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

► Fin du remboursement de l'avance :

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant toutes taxes comprises du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Dans les autres cas, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

11.1.3 Avance accordée au sous-traitant

Cet article déroge à l'article 11.1 du CCAG.

Une avance pourra être versée sur sa demande au sous-traitant de travaux d'installation et de pose dans les conditions des articles R2193-17 et suivants CCP.

Le droit à avance est ouvert dès la notification du marché en cas de sous-traitance déclarée dans l'offre et dès la notification de l'acte spécial en cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance se calcule selon les mêmes modalités que celles indiquées ci-dessus pour l'avance du titulaire du marché. Les modalités de remboursement de l'avance sont les mêmes que celles applicables à l'avance du titulaire du marché.

Le titulaire n'a pas à transmettre à l'acheteur l'attestation prévue à l'article 11.1 du CCAG.

11.1.4 Dispositions applicables en cas de cotraitance.

Cet article complète l'article 11.1 du CCAG.

- a) si le titulaire du marché est un groupement solidaire

Si le titulaire du marché est un groupement solidaire et qu'il a ouvert un compte bancaire ou postal au nom du mandataire, l'avance éventuellement due sera versée sur ce compte.

- b) Si le titulaire du marché est un groupement conjoint

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, chaque cotraitant pourra percevoir l'avance pour le lot qu'il exécute dans les conditions fixées à l'article 11.1.2 ci-dessus.

11.2 Acomptes

Cet article complète l'article 11.2 du CCAG.

Les acomptes seront versés dans les conditions des articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 CCP et 11.2 du CCAG fournitures courantes et services.

Lors de la commande des prestations (notification de contrat, ordre de service...le cas échéant) l'acheteur communique un « numéro de référence à rappeler ».

Le titulaire doit indiquer ce numéro sur les demandes de paiements (factures ou situations).

11.3 Pièces justificatives au paiement

11.3.1 Contenu de la demande de paiement

Cet article complète l'article 11.3 du CCAG.

Les demandes de paiement sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception par l'acheteur.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG et aux dispositions réglementaires.

11.8 Facturation électronique

Cet article complète l'article 11.8 du CCAG.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG et aux dispositions réglementaires.

Elles doivent être envoyées à l'Université de Perpignan par voie dématérialisée via la plateforme nationale CHORUS PRO :

<https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>

Ainsi, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent (ou peuvent sous conditions ci-avant) être effectués sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de difficultés d'ordre informatique, les demandes de paiement peuvent parvenir à l'adresse suivante par voie dématérialisée à : service.facturier@univ-perp.fr

En cas d'erreur de facturation, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

Les factures seront établies en euros. Le mode de règlement choisi par l'université de Perpignan est le virement administratif ; il est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB.

L'ordonnateur de la dépense est le président de l'université de Perpignan. Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'université de Perpignan.

11.9 Délais de paiement

Cet article complète l'article 11 du CCAG.

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans les conditions indiquées par les articles R.2192-10 à R.2192-36 du CCP.

Le délai global maximum de paiement ne peut excéder **30 jours**.

Le point de départ du calcul du délai de paiement est la date de mise à disposition sur le compte CHORUS PRO de la Métropole de Lyon de la demande de paiement.

11.10 Mode de règlement

Les règlements de ce marché se feront par virements administratifs selon les règles de la comptabilité publique française.

ARTICLE 12 : REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU DE SOUS-TRAITANCE

Afin de permettre le traitement des demandes de paiements des cotraitants et sous-traitants dans la plate-forme nationale CHORUS PRO, le titulaire doit suivre les indications détaillées aux point 1,2 3 de la page du site communauté chorus pro disponibles sous ce lien :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/gerer-les-factures-de-sous-traitance-cotraitance/#1531303864624-bb833ce6-5828>

12.1 Modalités de transmission et de traitement des demandes de paiement des cotraitants

Cet article complète l'article 12.2 du CCAG.

Les demandes de paiements de cotraitant dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises n'ayant pas ouvert de compte unique font l'objet de paiements distincts de celle du mandataire.

Pour prendre en charge ces demandes de paiements, l'acheteur doit disposer de la répartition des paiements entre cotraitants qui doit être fixée :

- Soit dès la conclusion ou la mise au point du marché ;
- Soit lors de l'émission de chaque bon de commandes dans le cas des accords-cadres où la répartition n'aurait pas été fixée au préalable.

12.2 Modalités de transmission et de traitement des demandes de paiement des sous-traitants

Cet article complète l'article 12.2 du CCAG.

Les sous-traitants sont payés dans les conditions prévues aux articles R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé (article R2193-11 CCP).

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur (Article R2193-12 CCP).

Pour prendre en charge les demandes de paiements du sous-traitant, l'acheteur doit recevoir dans CHORUS PRO l'attestation de paiement direct établie par le titulaire.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 13 : DELAI D'EXECUTION

13.1 Délai et début du délai d'exécution

Cet article complète l'article 13.1 du CCAG.

A compter de la notification du marché (date prévisionnelle : 20 janvier 2026) les délais d'installation sont ceux fixés dans le calendrier des onstallations remis par le titulaire.

Le délai de livraison de l'ensemble des sites visés au calendrier ne pourra en aucun cas dépasser 11 mois.

13.3 Prolongation du délai d'exécution

Cet article complète l'article 13.3 et déroge l'article 13.3.1 du CCAG applicables aux marchés de Fournitures courantes et services

Le délai d'exécution est prolongé dans les cas prévus au CCAG concerné. Lorsque le titulaire n'a pas été en mesure de réaliser sa prestation dans le calendrier qu'il a fourni, l'acheteur pourra demander la prolongation des délais d'exécution, sans qu'elle ne dépasse la date butoir du 30 octobre 2026.

ARTICLE 14 : PENALITES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG.

En cas de marché non fractionné ou de marchés à tranches optionnelles, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché et pour tous les types de pénalités.

14.1 Pénalités pour retard

Cet article remplace les dispositions de l'article 14.1 du CCAG et y déroge.

En cas de non respect des délais ou de la date limite d'exécution des prestations prévus à l'article 13 du présent document, il est appliqué une retenue journalière 1/ 3000 du montant hors taxe de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée ou du bon de commande.

Cet article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG.

En cas de non respect des délais ou de la date limite d'exécution des prestations prévus à l'article 13 du présent document, le titulaire subira une pénalité de 50euros par jour de calendrier de retard.

14.2 Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance

L'article 14.2 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

14.3 Pénalités pour non respect des conditions d'exécution à caractère social

Cet article est sans objet pour le présent marché.

14.4 Pénalités pour non respect des dispositions relatives à la sous-traitance

Cette pénalité s'applique sur le montant du marché ou de la tranche concernée.

14.5 Remise des attestations pendant l'exécution du marché

Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure prévue à l'article 9.2.2 du CCAP, il encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes du marché (montant minimum du marché pour les accords-cadres à bons de commande) ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés par modification de contrat, ou, à défaut, pour les marchés sans engagement de commande, du montant du bon de commande ou du marché subséquent concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

14.6 Règlement en cas de sous traitance

Le titulaire qui ne respecte pas le processus décrit à l'article 12 du CCAP et notamment ne notifie à l'acheteur, au représentant de l'acheteur ou au maître d'œuvre aucun avis sur les demandes de paiement du sous-traitant dans le délai indiqué, se verra appliqué une pénalité de 15 % du montant TTC de chaque facture pour lesquelles il n'aura pas respecté le processus prévu. Le montant de la pénalité ainsi calculé ne saurait être inférieur à 50 euros par facture.

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 16 : DEVELOPPEMENT DURABLE

16.1 Clause d'insertion sociale

Cet article est sans objet pour le présent marché.

16.2 Clause environnementale générale

16.2.1 Contenu des conditions d'exécution à caractère environnemental

Cet article complète l'article 16.2 du CCAG.

Le présent marché comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le contenu est indiqué aux articles 8.3 du CCTP. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations.

16.2.2 Modalités de vérifications du respect par le titulaire des conditions d'exécution à caractère environnemental

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que les conditions d'exécution à caractère environnemental ont bien été exécutées selon les modalités décrites dans son mémoire technique.

16.2.3 Pénalités pour non respect des conditions d'exécution à caractère environnemental

En cas de non-respect des obligations prévues au présent 16.2, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 300 €uros.

ARTICLE 17 : LIEUX D'EXECUTION

Les différents lieux d'exécution sont indiqués dans le document « Calendrier des installations ».

ARTICLE 20 : STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS

20.1 Stockage

20.1.1 Stockage de matériels dans les locaux du titulaire

Cet article complète l'article 20.1.1 du CCAG.

Le titulaire a l'obligation de stocker les matériels dans l'attente d'être installés dans ses propres locaux. Il assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à leur installation et admission..

20.1 Transport

Tous les transports et manutentions des dispositifs sont à la charge du titulaire et se feront avec soin et sous sa responsabilité. Il sera dû notamment :

- le rangement et la protection suffisante de tous les dispositifs susceptibles de subir des chocs ou des dégradations lors des manipulations ou de la pose.
- la réparation des détériorations au moment de la mise en œuvre des dispositifs et pendant la durée d'exécution des travaux, jusqu'à la réception par l'UPVD des travaux.

20.2 Gestion des déchets

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 20.4 du CCAG.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est de 200€.

ARTICLE 21 : LIVRAISON

Cet article complète l'article 21 du CCAG et déroge à l'article 21.4 du CCAG

Les prix du marché comprennent le prix de la livraison même en cas de difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les documents particuliers du marché.

21.1 Conditions matérielles de livraison

La livraison interviendra dans les conditions et localisations indiquées à l'annexe 1 du CCTP (article 3.6 du CCTP).

21.2 Personnes à prévenir

Le titulaire doit informer le représentant de l'acheteur de la livraison selon les modalités suivantes :

Le pretataire placera systématiquement le directeur de la communication en copie des échanges adressés aux référents de chacun des sites. (benjamin.heraut@univ-perp.fr et anne.delarue@univ-perp.fr)

Perpignan

- **Moulin Vent** : Ghislain Dorrival : 06 07 05 19 49 (ghislain.dorrival@univ-perp.fr)
- **Campus Mailly** : Clémence Rode : 04 68 66 22 27 (clemence.rode@univ-perp.fr)
- **Sup'enr** : Karine Crétois : 04 68 68 27 37 (supenr.secretariat@univ-perp.fr)
Aurore Bottella : 04 68 68 27 41 (supenr.secretariat@univ-perp.fr)

Antenne de Narbonne :

- Choukri Mounsif : 06 23 19 46 37 (choukri.mounsif@univ-perp.fr)
- Philippe Bertrand : 06 89 18 41 01 (philippe.bertrand@univ-perp.fr) (lundi, mardi et jeudi)
- Romain Bouniol : 06 73 93 01 48 (romain.bouniol@univ-perp.fr)

Antenne de Carcassonne

- Jean-Michel Lombardi : 06 65 36 20 31 (jean-michel.lombardi@univ-perp.fr)
- Laurent Ayral : 06 42 40 07 42 (laurent.ayral@univ-perp.fr)
- Nathalie Rigaud : 06.83.95.21.89(nathalie.rigaud@univ-perp.fr)

Antenne de Font-Romeu

- M. Dalfau : 04.68.30.29.52 ou 04.68.30.01.51 (jean-luc.dalfau@univ-perp.fr)
- Henri Meric : 06 85 61 94 54 ou 04.68.30.29.53 (henri.meric@univ-perp.fr)
- Tatiana Pary : 04 34 56 90 31 (tatiana.pary@univ-perp.fr)

Tautavel

- Christine Raymond : 04 68 29 33 21 / 07 85 55 88 20 (christine.raymond@univ-perp.fr)
- Sophie Grégoire : 06 73 87 58 17 (sophie.gregoire@univ-perp.fr)

CHAPITRE 5 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS- GARANTIE-MAINTENANCE

ARTICLE 27 : OPERATIONS DE VERIFICATION

27.1 Date de présentation des prestations en vue des vérifications

Cet article complète l'article 27.2.2 du CCAG.

Le titulaire doit aviser par mail avec accusé de réception, l'acheteur et l'assistant à maîtrise d'ouvrage -POLYMOBYL, de la date à laquelle les prestations seront présentées en vue des opérations de vérifications.

27.2 Lieu et frais de vérification

Cet article complète l'article 27.2.1 du CCAG.

Les opérations de vérification auront lieu sur chaque site d'installation de la signalétique. Elles seront considérées comme effectives à compter de la date de signature d'un PV de réception contradictoire.

En cas de nécessité d'effectuer plus d'une même opération de vérification suite à des difficultés dues au fait du titulaire, les frais supplémentaires sont à la charge du titulaire.

27.3 Convocation du titulaire aux opérations de vérifications

Cet article déroge à l'article 27.3 du CCAG.

Le titulaire est informé que les opérations de vérification des prestations auront lieu dès leur exécution ou livraison. Il est réputé informé de cette date sans qu'une convocation spécifique ne lui soit adressée. Il appartient au titulaire de s'organiser pour assister aux opérations de vérification ou s'y faire représenter. Son absence ne fait pas obstacle au déroulement et à la validité de ces opérations.

ARTICLE 28 : DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Cet article complète l'article 28 du CCAG.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative simples auront lieu dans les conditions fixées à l'article 28 du CCAG.

ARTICLE 29 : DECISIONS APRES VERIFICATION

Cet article complète l'article 29 du CCAG.

Les autres opérations de vérification quantitatives ou qualitatives sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG.

Le délai pour procéder à une éventuelle mise en conformité quantitative des prestations (reprise d'excédent ou complément de fournitures ou achèvement de prestation) est fixé dans le Procès verbal de réception adressé par l'acheteur au titulaire.

ARTICLE 30 : ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET

A l'issue des opérations de vérification qualitative des prestations ou fournitures, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiée au titulaire par ordre de service.

30.1 Admission

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 30.1 du CCAG.

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 30.2 du CCAG.

30.2 - Réfaction

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 30.3 du CCAG.

La réfaction sur le prix peut être prononcée dans les conditions de l'article 30.3 du CCAG.

L'acheteur informe, par ordre de service, le titulaire de son intention de procéder à une réfaction sur le prix. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations.

L'acheteur notifie la décision de réfaction au titulaire par ordre de service.

30.3 - Rejet

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 30.4 du CCAG.

Le rejet peut être prononcé dans les conditions de l'article 30.4 du CCAG.

L'acheteur informe, par ordre de service, le titulaire de son intention de procéder à un rejet total ou partiel de la prestation. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations.

L'acheteur notifie la décision de rejet au titulaire par ordre de service, cette décision fixe le délai laissé au titulaire pour présenter à nouveau la prestation. Ce délai court à compter de la notification de la décision de rejet au titulaire.

30.5. Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 30.5 du CCAG.

ARTICLE 31 : TRANSFERT DE PROPRIETE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 31 CCAG.

ARTICLE 32 : MAINTENANCE DES PRESTATIONS

L'article 32 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 33 : GARANTIE

33.1 Garanties

Cet article déroge à l'article 33 du CCAG.

Les fournitures sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil, l'acheteur étant réputé être un non professionnel pour les achats qui font l'objet du présent marché.

Les prestations sont garanties par le titulaire dans les conditions suivantes :

Le candidat devra s'engager sur la durée de garantie des différents matériels proposés et joindre à leur proposition une description des conditions d'entretien préconisées.

Ces garanties ne pourront être inférieures aux durées définies ci-après :

- 7 ans pour les pièces métalliques et les laquages
- 7 ans pour les décors et les visuels
- 8 pour les supports rigides
- 4 ans pour les toiles tendues
- 4 ans pour les adhésifs

33.2 Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation des biens objet du marché

Cet article est sans objet pour le présent marché.

CHAPITRE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Si le titulaire du marché est un groupement d'entreprises et si le mandataire de ce groupement dûment habilité par les autres cotraitants signe le marché, ce mandataire est réputé disposer du pouvoir de signer au nom des autres cotraitants tous les engagements contractuels relatifs à la propriété intellectuelle tels qu'indiqués ci-dessous.

Les dispositions contractuelles sont celles des articles 34 à 37 du CCAG.

ARTICLE 34 : DEFINITIONS DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34 du CCAG.

ARTICLE 35 : REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 35 du CCAG.

ARTICLE 36 : STIPULATIONS SPÉCIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARDS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 36 du CCAG.

ARTICLE 37 : REGIME DES RESULTATS

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 37 du CCAG.

CHAPITRE 7 : RESILIATION

ARTICLE 38 : PRINCIPES GENERAUX

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 38 du CCAG.

ARTICLE 39 : RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 39 du CCAG.

ARTICLE 40 : RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Cet article complète l'article 40.1 du CCAG.

Lorsque dans les conditions de l'article 40.1 du CCAG, l'acheteur résilie le marché au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

ARTICLE 41 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG.

ARTICLE 42 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 42 du CCAG.

ARTICLE 43 : DECOMPTE DE RESILIATION

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 43 du CCAG.

ARTICLE 44 : REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'article 44 du CCAG est sans objet pour le présent marché.

ARTICLE 45 : EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Cet article complète l'article 45 du CCAG et déroge à l'article 45.1 du CCAG.

Dans les cas prévus à l'article 45 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La mise en régie peut notamment intervenir lorsque le prestataire est défaillant dans l'exécution de prestations indispensables de maintenance qui lui incombent.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en œuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations.

CHAPITRE 8 : DIFFERENDS

ARTICLE 46 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Cet article complète l'article 46 du CCAG.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Le tribunal de grande instance de Montpellier est seul compétent pour les litiges relatifs au droit de la propriété intellectuelle.

CHAPITRE 9 : DIVERS

ARTICLE 47 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP qui dérogent	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
3.1	3.1
4	4.1
4.2	4.2
5.2	5.2
10.1	10.1.4
14.1	14.1.1
27.3	27.3
33.1	33
45	45.1